

CA1Z1

-63 B22

740-237

La Chambre de Commerce de Chicoutimi

Casier Postal 595

Téléphone 549-2185

VEILLER ET RÉVEILLER

CA121

-63 B22

M E M O I R E

évoquer sur la question de l'enseignement bilingue et bicultural dans les écoles publiques de la ville de Chicoutimi.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE CHICOUTIMI

à l'intention de

LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE

SUR

LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

par rapport à l'école de Chicoutimi et aux autres écoles publiques de la province. Nous demandons que cette enquête soit étendue à toutes les écoles publiques qui sont ou pourraient être établies dans la province.

Il nous paraît important de faire connaître le résultat de cette enquête à tous les citoyens de la province, afin qu'ils puissent prendre connaissance des résultats de nos recherches.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

INTRODUCTION.

Il est au Canada très présentement une certaine tension du bilinguisme, tension qui provient de l'absence de

Afin de nous conformer aux instructions reçues de la Commission, voici un court résumé des recommandations contenues dans notre mémoire.

Comme on le remarquera, elles sont peu nombreuses et peuvent, de fait, se rattacher à une déclaration de principe: les problèmes qui ont rendu nécessaire la création de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ne pourront être résolus véritablement sans la conclusion d'un nouveau pacte qui reconnaîtra théoriquement et pratiquement l'existence de deux nations à l'intérieur du Canada et leur égalité dans l'état confédéral.

C'est volontairement que nous nous sommes restreints à cette recommandation, car elle nous apparaît comme le fondement de toutes les autres mesures à prendre. Nous estimons en outre que l'élaboration de ces dernières exigera des connaissances spécialisées que nous ne prétendons point posséder.

Voilà pourquoi il nous a paru suffisant, et indispensable, d'énoncer le principe qui devra présider à la solution de nos problèmes.

INTRODUCTION.

1.- Le Canada vit présentement une crise intense de nationalisme, crise qui pourrait se dénouer tragiquement si une solution appropriée n'est pas mise en oeuvre avant 1967.

2.- En effet, certains sentiments extrêmes menacent, par leur propagation, l'unité du pays et l'existence de la Confédération canadienne.

3.- Heureusement, l'inquiétude justifiée de nombreux Canadiens lucides et sensibilisés à ces problèmes, a amené le gouvernement fédéral à instituer la présente Commission pour enquêter sur les problèmes soulevés par le bilinguisme et le biculturalisme dans notre pays, et ainsi connaître l'opinion populaire et obtenir des jugements motivés qui permettront aux responsables politiques d'aviser et de corriger une situation qui menace de se détériorer à très brève échéance.

4.- Faut-il ajouter que ceux qui se penchent sur ces problèmes importants ont foi que la Commission, alors bien renseignée, tirera les conclusions audacieuses qui s'imposent et suggérera au Gouvernement qui l'a créée et mandatée, une solution de valeur, qui tiendra compte de toute la réalité canadienne et qui sera susceptible de relancer le Canada vers sa prodigieuse destinée.

LES FAITS.

5.- Deux groupes ethniques ont fondé le Canada, ce pays immense, débordant de richesses, voisin des puissants Etats-Unis d'Amérique.

6.- Il n'est certainement pas exagéré de prétendre que, de ce fait historique, des droits sont acquis à chacun des deux groupes fondateurs.

7.- 1760 fut une date centrale dans notre jeune histoire. Cet "événement historique" plaçait le groupe anglais dans l'euphorie de la victoire, et le groupe français dans l'amertume de la défaite. Le premier bénéficia de la puissance et du réconfort de la Mère-Patrie, alors que le second fut accablé par un sentiment d'abandon et d'isolement.

8.- Le temps a passé, de nombreux problèmes d'affrontement ont surgi dans tous les domaines, spécialement dans celui de la langue, de la culture et de la religion.

9.- Différentes mesures législatives ont été prises au cours de notre histoire pour résoudre les problèmes d'incompréhension réciproque des deux groupes ethniques principaux. Ces mesures visaient sans doute à maintenir un certain équilibre de justice entre les deux groupes, mais nous croyons qu'elles ont manifestement échoué.

10.- En effet, les solutions juridiques apportées, souvent en théorie et toujours en pratique, ont créé une situation injuste à l'endroit des Canadiens-français. Il suffit de se reporter aux statistiques pour en avoir une démonstration brutale dont les conclusions frisent l'évidence.

11.- Cette situation injuste, dans laquelle se trouvent les Canadiens-français dans la Confédération, est prise comme un préalable, et nous laissons à d'autres le soin de cataloguer, énumérer et sévir ces injustices.

12.- Cependant, pour les Canadiens-français, le temps de la démonstration de cette situation est révolu, l'ère de la revendication est passée, car nous sommes maintenant conscients qu'un peuple qui dépense ses énergies dans l'insécurité de la revendication est nécessairement freiné dans sa création collective.

13.- Phénomène irréversible, les Canadiens-français sont décidés à s'affirmer dans l'action, à se tendre vers l'avenir et à réaliser leur destinée, suivant leurs aspirations légitimes.

14.- Les victoires et les défaites ne sont pas éternelles et les Canadiens-français veulent traiter en peuple adulte avec l'autre groupe ethnique fondateur et se déclarent disponibles pour un nouveau Canada.

15.- L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, abstraction faite des violations qui l'ont faussé, consacrait un certain pacte entre deux nations; cette loi (L'AANB) manifestait une évolution constructive dans le sentiment politique au Canada.

16.- Il serait vain, dans une étude non-exhaustive, d'établir le bilan des méfaits et des bienfaits de cette loi. Cependant, après cent ans d'application et d'évolution, il importe de se poser la question suivante: l'Acte de l'Amérique du Nord britannique constitue-t-il une règle de conduite adéquate par rapport à la situation actuelle? Nous répondons dans la négative.

17.- L'Acte de l'Amérique du Nord britannique est dépassé et n'a plus la valeur de critère que doit nécessairement comporter une constitution.

18.- Il convient cependant de ne pas dramatiser lorsque nous, Canadiens, avons à analyser cette loi. Ce premier souci nous épargnera l'énerverement et les décisions prises dans l'impatience.

19.- Il est normal, pour un peuple en évolution, de s'arrêter pour faire le point. Il est normal, pour un peuple, de s'interroger afin de s'orienter. Le contraire démontrerait un manque de vitalité et d'idéal politique.

20.- L'Acte de l'Amérique du Nord britannique est une loi d'inspiration et de frappe britannique. Elle consacre, dans son inspiration et dans sa psychologie, un statut national "d'ingénue non émancipée" et n'a jamais eu le caractère d'une constitution complète, à caractère inviolable, apte à résoudre intégralement le problème de la réalité ethnique canadienne.

21.- Il est donc normal, après un siècle d'évolution accélérée, que tous les Canadiens se demandent si l'ordre des choses n'a pas changé; et s'ils répondent par l'affirmative - le contraire serait impossible -, il est normal que tous les Canadiens aient un désir collectif de se donner une constitution à leur propre mesure et aux dimensions de leurs aspirations.

22.- Le contraire serait troublant. N'est-ce-pas là justement où se cerne le vrai problème?

23.- L'Acte de l'Amérique du Nord britannique favorise le groupe majoritaire anglais, et ce dernier retarde, comme c'est bien explicable, l'échéance d'une modification, obéissant ainsi aux dictées de son intérêt immédiat.

24.- L'Acte de l'Amérique du Nord britannique défavorisant le groupe minoritaire français, il est normal que l'initiative d'un changement constitutionnel vienne de lui.

25.- Cependant à l'occasion de cette prise de conscience collective, les deux groupes doivent éliminer l'optique de l'intérêt immédiat et viser plus loin, chercher à atteindre, quel qu'en soit le prix, le plus grand des bienfaits: la paix politique.

26.- Dans cette recherche de la paix politique, les faits les plus importants à considérer nous semblent être les suivants.

A - Evolution accélérée et affirmation du Québec.

27.- Le Québec s'affirme et évolue à un rythme excessivement rapide, phénomène provoqué sans doute par la prise de conscience de son retard et par sa détermination à se valoriser suivant ses aspirations collectives.

28.- Le Québec a été tenu en tutelle, s'est senti exploité économiquement et politiquement, avec toutes les conséquences néfastes pour sa culture et sa langue.

29.- Il ne saurait être question ici de faire le partage des responsabilités; de toute façon, le Québec admet sa part de faute.

30.- Il est un fait brutal, cependant: le groupe canadien-français est convaincu, après l'inutilité de ses efforts de revendication, qu'il faut renverser la vapeur et qu'il est devenu impératif pour lui d'évoluer dans de nouveaux cadres constitutionnels.

31.- Les Canadiens-français sont maintenant convaincus que la revendication est stérile, qu'elle mène à l'impatience et à l'épuisement, et qu'elle éloigne de l'action et de la création.

32.- Les Canadiens-français sont déterminés à s'affirmer dans l'action en nation adulte et à évoluer dans des cadres nouveaux d'où sera absente l'atmosphère stérile de revendication.

33.- Les Canadiens-français veulent négocier un nouveau pacte, à la suite duquel ils pourront jouer un rôle véritable, suivant leur culture, leur génie et leur philosophie propre.

34.- Il n'est pas question de forcer quiconque à apprendre le français, ni d'imposer la culture française à l'autre groupe.

35.- Cependant, nous avons la conviction profonde que le fait de parler les deux langues et de participer aux deux cultures, en plus d'être humanisant pour tout Canadien, deviendra à brève échéance une nécessité économique.

36.- Le Canadien anglophone devra apprendre le français et comprendre la mentalité française pour commercer avec un Québec de plus en plus économiquement indépendant.

37.- Le Canadien anglophone possède un intérêt immédiat à apprendre le français, dût-il se placer à un strict point de vue économique, tout comme le Canadien francophone face à la langue anglaise.

B - Contexte géographique et économique.

38.- La solution constitutionnelle proposée devra tenir compte de la position économique et géographique du Canada, pays voisin des Etats-Unis, état puissant, géant de la technique, à philosophie particulière et à histoire très différente de la nôtre.

39.- Il ne faudra pas oublier que le Canada demeurera probablement longtemps sous le contrôle économique effectif de cette puissance voisine.

40.- Il ne faudra pas perdre de vue que la frontière entre les Etats-Unis et le Canada est une frontière artificielle et que la culture et la mentalité américaines sont facilement exportables.

41.- Il n'est donc sûrement pas exagéré d'affirmer que l'américanisation à tous les points de vue guette un Canada fragile.

42.- A ce point de vue, le groupe canadien-français est mieux immunisé par sa culture et par sa langue contre l'américanisation, et aussi plus déterminé, par souci de survivance, à s'en soustraire et à valoriser ses différences.

43.- Le Québec constitue pour le Canada un puissant facteur d'individualité canadienne, et comme ce rôle devrait s'accroître sans cesse, l'élément canadien-français peut devenir un rempart contre l'américanisation.

44.- Ce facteur d'individualité devrait être considéré par l'élément canadien-anglais comme un capital intéressant et il y va de son intérêt à collaborer à sa mise en valeur.

45.- De plus, Québec, par ses ascendances françaises, ouvre au Canada les portes du monde franco-phone, tout comme les Canadiens-anglais, par leur attaches britanniques, facilitent les relations du Canada avec le monde anglophone.

46.- Cette association de deux groupes ethniques établit des affinités au monde occidental et à une grande partie du tiers-monde; dans cette optique, le caractère bilingue et biethnique du Canada devient indiscutablement rentable.

LES CAUSES.

47.- Le malaise actuel tient évidemment à des causes multiples, dont les plus lointaines s'inscrivent dans la réalité historique, à peine effleurée ci-haut; nous nous proposons de limiter notre analyse aux causes les plus immédiates qui nous semblent être les suivantes.

A- Evolution lente des sentiments.

48.- L'évolution lente des sentiments d'un groupe à l'égard de l'autre a contribué à enracer des préjugés malsains qui ont favorisé l'éloignement des groupes.

49.- Une vieille mentalité accréditée, qui veut conserver à tout prix des avantages consacrés par les faits, y est aussi pour beaucoup, bien qu'elle ne soit plus rentable sur le plan social.

50.- Il est extraordinaire de constater jusqu'à quel point nos hommes politiques ont dramatisé toute cette question; ces problèmes sont pourtant normaux dans un pays biethnique en évolution accélérée.

51.- Il faudrait se convaincre d'abord qu'il est normal de songer à délaisser des solutions inadéquates pour d'autres plus adaptées au présent et à l'avenir du pays, et il est urgent que toutes les données du problème soient portées à la connaissance des Canadiens, sans tendance et objectivement.

B - Absence de "planification" législative. r

52.- Nous devons reconnaître que nos lois furent très peu "planifiées" et qu'elles ne remplissent ainsi que fort imparfaitement leur fonction. Il en résulte une législation compliquée qui fait que le légiférant, dépassé dans la formule actuelle, vit dans un climat de confusion qui l'amène à ignorer les bienfaits des lois et à rejeter ses blâmes souvent sur les non-responsables.

C - Législation manquant d'audace.

53.- Nos gouvernants, tant provinciaux que fédéraux, ont leur grande part de responsabilité, ayant cru trop longtemps que l'art de légiférer était l'art de retarder les échéances, l'art des échappatoires (drapeau, hymne national, etc.). Ils ont manqué de lucidité, de courage très souvent, en omettant, par calcul électoral, d'édicter la loi courageuse au bon moment.

54.- Heureusement, ils semblent avoir acquis une plus grande maturité et peuvent peut-être, désormais, en exiger davantage des citoyens; ce serait toutefois un phénomène nouveau, car si nos hommes politiques sont responsables de notre infantilisme politique, c'est justement parce qu'ils ont toujours refusé de considérer l'électeur comme un majeur.

55.- Il fallait s'attendre que la situation explosât un jour et que toute la question ethnique soit remise sur table, avec toutes ses implications.

D - Manque de dialogue et de communication.

56.- Nous devons remarquer que nous avons manqué d'établir un dialogue au niveau des deux groupes; nous n'avons pas tellement cherché à développer le sentiment coopératif, l'esprit d'équipe fédératif. Au contraire, le manque de franchise aidant, les deux groupes se sont placidement isolés dans une attitude de soliloque.

E - Manque de maturité.

57.- Mais la principale cause réside sans aucun doute en nous-mêmes: notre absence de sens civique, notre manque de maturité politique ont fait que nous ne sommes pas encore intégrés à la démocratie.

58.- Nous avons négligé, par crainte et par manque d'affirmation, de rompre les liens de tutelle exercés par les empires.

58.- La démocratie ne nous a pas transformés suffisamment, car si nous nous en réclamons lorsqu'elle nous avantage, nous refusons de nous y soumettre lorsqu'elle nous grève.

59.- Nous ne comprenons pas suffisamment qu'une association véritable comporte du renoncement et des concessions, que la paix politique se paie et que le prix est implacablement réparti entre tous, qu'au-dessus de la culture il y a l'art de comprendre et que le langage de la raison précède la langue.

60.- Au moment de formuler les recommandations qui, à notre avis, devront animer la solution que proposera la Commission, nous désirons traiter d'un facteur dont l'importance est telle que son absence rendrait vain tout le travail de cette Commission. Nous voulons parler du vouloir national des Canadiens.

61.- Les Canadiens veulent-ils s'américaniser et devenir une pâle copie de nos voisins du sud, alors nous ne donnons pas cinquante ans d'existence au Canada, qui sera alors voué, à plus ou moins brève échéance, à devenir une chasse gardée américaine ou une annexe dépourvue d'originalité nationale.

62.- Les Canadiens veulent-ils tout simplement se vouer à l'annexion américaine? Il n'y a plus rien à faire dans la Confédération.

63.- Les Canadiens-anglais gardent-ils l'arrière-pensée d'assimiler les Canadiens-français? Il n'y a plus rien à faire dans la Confédération.

64.- Le Canada anglais veut-il asservir le Québec, économiquement et culturellement, à plus ou moins longue échéance? Il n'y a plus rien à faire dans la Confédération.

65.- Les Canadiens-anglais veulent-ils véritablement continuer une association de mécontents? Il n'y a plus rien à faire dans la Confédération.

66.- Au contraire, les Canadiens-anglais ont-ils la fierté du Canada et ressentent-ils des liens de solidarité avec les Canadiens-français? A eux de le dire et d'agir.

67.- Voient-ils leur bien et leur intérêt dans cette association confédérative? A eux d'agir.

68.- Considèrent-ils les Canadiens-français non comme des associés de façade ou un groupe de consommateurs, mais comme des partenaires égaux? A eux de le prouver.

69.- Ont-ils véritablement le désir collectif de progresser dans la justice, la paix et la concorde? A eux la réponse.

70.- Abstraction faite des conflits d'intérêts entre les deux groupes ethniques fondateurs, ces derniers ont-ils véritablement un désir collectif profond de former une communauté unie, sont-ils prêts à payer le prix d'une association durable de nations majeures?

71.- Les Canadiens ont-ils véritablement le désir de former un peuple biethnique, avec ce que cela comporte d'avantages et d'inconvénients, pour la réalisation d'une tâche commune, pour jouer un rôle national et international, et pour s'engager en partenaires égaux dans leur destinée historique? Si oui, commençons à nous convaincre immédiatement de la nécessité de négocier dans l'égalité, et la formule juridique constitutionnelle suivra comme le fruit succède à la fleur.

72.- Ce vouloir national collectif, lucide, est essentiel et doit précéder toute modification à notre statut constitutionnel, sinon nous perdrions tous par l'imposition d'un changement. L'imposition blesse, elle ne répare pas.

73.- Une association, à toute échelle, demeure un concours de volontés, une adhésion volontaire; le texte du contrat n'est qu'une sauvegarde qui s'infère et qui s'ensuit.

74.- Si tous les Canadiens y voient leur bien et s'accordent à s'unir dans l'égalité, le Canada franchira le cap de la maturité et s'acheminera vers sa destinée; dans le cas contraire, la paix politique sera en perdition dans un avenir malheureusement plus rapproché que ne semblent le croire de nombreux tacticiens cérébraux.

75.- Advenant donc que ce vouloir collectif existe, nous croyons qu'une révision profonde de la constitution s'impose; les deux nations fondatrices du pays doivent se préparer à négocier, dans un court délai, un nouveau pacte qui tiendra compte des leçons de l'expérience constitutionnelle antérieure.

76.- Ce pacte devra être scellé par une constitution précise et inviolable dont la procédure d'amendement devra être soumise à une formule rigoureuse et dont l'interprétation future sera confiée à un haut tribunal constitutionnel, binational et suprême!

77.- Cette nouvelle constitution devra, s'inspirant d'opinions déjà émises (Angers, Morin, Rioux), consacrer l'existence de deux nations au pays et lui donner un caractère institutionnel de façon que les organismes d'état soient légalement et pratiquement binationaux et bilingues.

78.- La nouvelle constitution devra prévoir un nouveau partage des droits, pouvoirs et compétences entre les deux nations associées et l'état confédéral.

79.- La nouvelle constitution devra rendre au Québec toutes les compétences qui ont trait à l'éducation, à la culture, à la langue, aux institutions sociales et municipales, et à l'organisation économique du territoire du Québec.

80.- Elle devra enfin reconnaître les droits collectifs des deux nations comme des droits individuels, ainsi que le caractère particulier du Québec qui constitue l'Etat national des Canadiens-français.

CONCLUSION.

81.- Il faut que 1967 marque le départ, sous le signe de l'espoir, d'un nouveau peuple canadien conscient d'avoir conquis sa paix politique et déterminé à relever le défi des concurrences.

LIBRAIRIE REGIONALE
Chicoutimi
0.95

3 1761 11468864 1

